

Circuits courts et solidaires de mise en marché: contexte et pratiques

Frédéric Paré, agr. M.A.
Coordonnateur «Agriculture écologique», Équiterre

Illustration : Marc Mongeau, extrait de L'Envert de l'Assiette, Un enjeu alimen...Terre par Laure Waridel. - Dessin : Nathalie Lapierre.

Équiterre

Au menu

1. Contexte et enjeux

- **L'alimentation: un besoin, un droit, des engagements**
- **Externalités et faits avérés du système alimentaire contemporain**
- **La rupture**

2. Une définition de «Circuit court et solidaire de mise en marché»

3. Pratiques de mise en marché écologique et solidaire

1. Contexte et enjeux

L'alimentation, un besoin fondamental

Cas de l'eau

- Politique nationale de l'eau:
 - Reconnaître l'eau comme un patrimoine collectif, une ressource unique;
 - La gérer dans une perspective de dév. durable;
 - Protéger la santé publique et celle des écosystèmes
- Code civil du Québec:
 - Eau (surface ou souterraine) est une chose commune, c'est-à-dire que son accès est un droit pour tous les individus, pour un usage conforme à sa nature (étancher la soif), pour répondre à leurs besoins fondamentaux.

L'alimentation, un besoin fondamental

Cas de l'habitation

Loi sur la Société d'habitation du Québec

- Ses objets:
 - Mettre à la disposition des citoyens du Québec des logements à loyer modique;
 - Promouvoir l'amélioration de l'habitat.
- Ses 40 règlements. Exemples:
 - Règlement sur l'aide au logement populaire;
 - Règlement sur l'attribution des logements à loyer modique;
 - Règlement sur la location d'un logement à loyer modique.

L'alimentation: un droit humain fondamental

L'alimentation est reconnue comme un droit humain fondamental dans:

- Déclaration universelle des droits de l'Homme (1948)
- Constitution de la FAO (1965)
- Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966)
- Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (1989)



Faits avérés
Production agricole

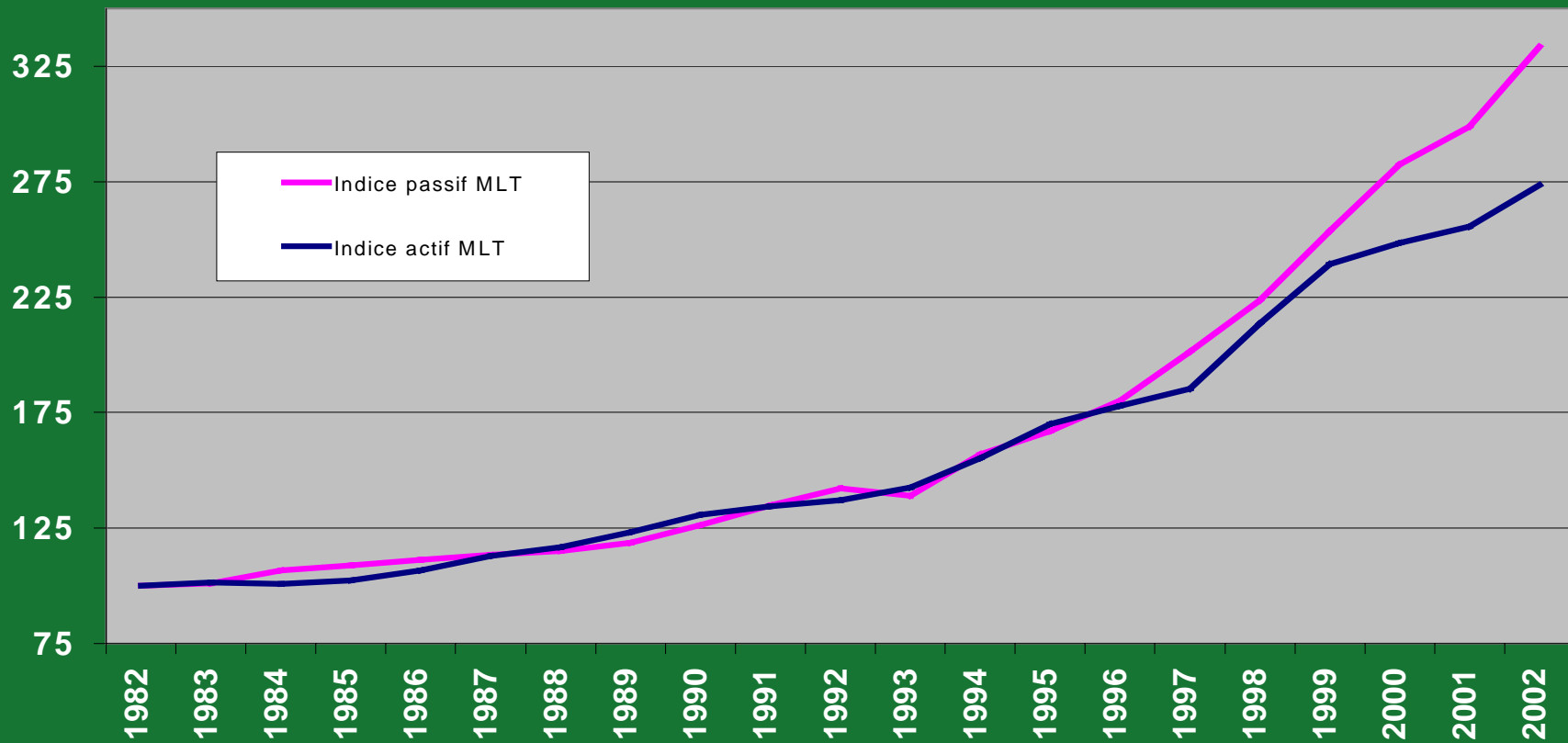


**Gains de productivité mais très forte
baisse des prix agricoles**

- Selon les produits, divisés par 2, 3 ou 4
au cours de la 2e moitié du 20^e siècle

2004.07.11

Externalités avérées Économie agricole



Tiré d'une présentation au Conseil général de l'UPA, 19 novembre 2003



Externalités avérées Production agricole

3 espèces végétales
produisent 50% des
aliments de la
planète:

Riz, Blé et Maïs



Externalités avérées Production agricole

- L'agriculture conventionnelle nécessite 10 calories d'énergie, principalement de source fossile, pour produire 1 calorie d'aliment;
- Production biologique offre plus de rendement par unité d'énergie et de fertilisant : réduction de 34% à 53% (étude comparative Suisse);



Externalités avérées Développement régionale

- ↓ du nombre d'emplois en régions rurales, exode des jeunes
 - fermes < 100 acres fournissent 5 x plus emplois que fermes > 500 acres

Faits avérés
Autonomie alimentaire



Pourcentage (%) des produits périssables du Québec vendus au Québec au sein des trois grandes chaînes entre 1998 et 2002

	1998	1999	2000	2002
Viandes	52,2	56,9	56,9	57,3
Légumes	35,0	38,1	43,3	45,9
Fruits	12,3	12,5	12,7	11,8
Œufs/produits laitiers (GO)	85,7	85,2	84,4	85,4
Total:	55,5	58,4	58,9	59,0
Part totale de produits du Québec:	48%		50%	

Externalités avérées: Équité du système alimentaire

Tableau comparatif - industrie porcine au Canada

	1988	2002
Nombre d'éleveurs de porc au Canada	33 760	11 565
Prix des côtelettes de porc à l'épicerie	6,88 \$/kg	9,54 \$/kg
Prix payé à l'éleveur	1,44 \$/kg	1,46 \$/kg
Salaire de départ aux employés de l'emballage	9,38 \$/h	9,65 \$/h

Traduit et tiré de : National farmers union, 2003. *The farm crisis, bigger farms, and the myths of « competition » and « efficiency ».*

Quelques faits avérés: Équité du système alimentaire



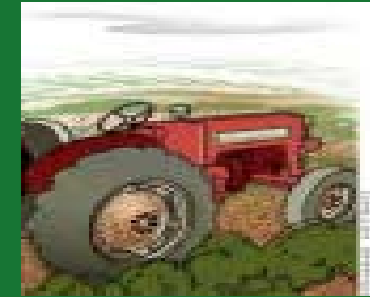
Shell: 14,2%



Dupont: 29,9%



Zeneca: 27,6%



New Holland:
25,2%



United grain
Growers: 3,9%



Fermiers: 0,7%



Banque
Royale: 17,6%



CP: 7%



General Mills: 151,8%



Métro-Richelieu: 17,8%

Externalités avérées: Sécurité alimentaire

Une étude de la DSP de Montréal, dans les quartiers défavorisés de Montréal indique que:

- moins d'épiceries de bannière et plus petites
- les «dépanneurs» sont 2 fois plus nombreux
- le prix des aliments y est donc + élevé, le choix limité et la qualité + faible, en général.

Externalités avérées: Et les aliments ?

Entre 1940 et aujourd'hui, les cultures légumières américaines (13 fruits et légumes) et anglaises (20 fruits et légumes) ont perdu:

	Etats-Unis (1963-1992)	Angleterre (1936-1987)
Calcium:	-29%	-19%
Magnésium:	-21%	-35%
Sodium:	N/A	-43%
Potassium:	-6%	-14%
Phosphore:	-11%	-6%
Fer:	-32%	-22%
Cuivre:	N/A	-81%

Virginia Worthington, M.S., Sc.D., C.N.S., Journal of alternative and complementary medicine
Volume 7, Number 2, 2001, pp 161-173



La rupture

Des ententes internationales conflictuelles

**Droits à l'alimentation (PIDESC, FOA, Droit
universel enfant et humain de l'ONU)**

VS

**Marchandisation de l'alimentation (ALENA,
OMC, ZLEA, MERCOSUR)**



La rupture

À part la gestion de l'offre, une mesure vieille de 30 ans, les mesures gouvernementales en agriculture n'assurent pas le lien légitime entre production et consommation, sur leur territoire géo-politique

2. Le «Circuit court et solidaire de mise en marché (CCSMM)», quelques éclaircissements

Le «Circuit court et solidaire de mise en marché»

Un circuit de mise en marché est **court** si:

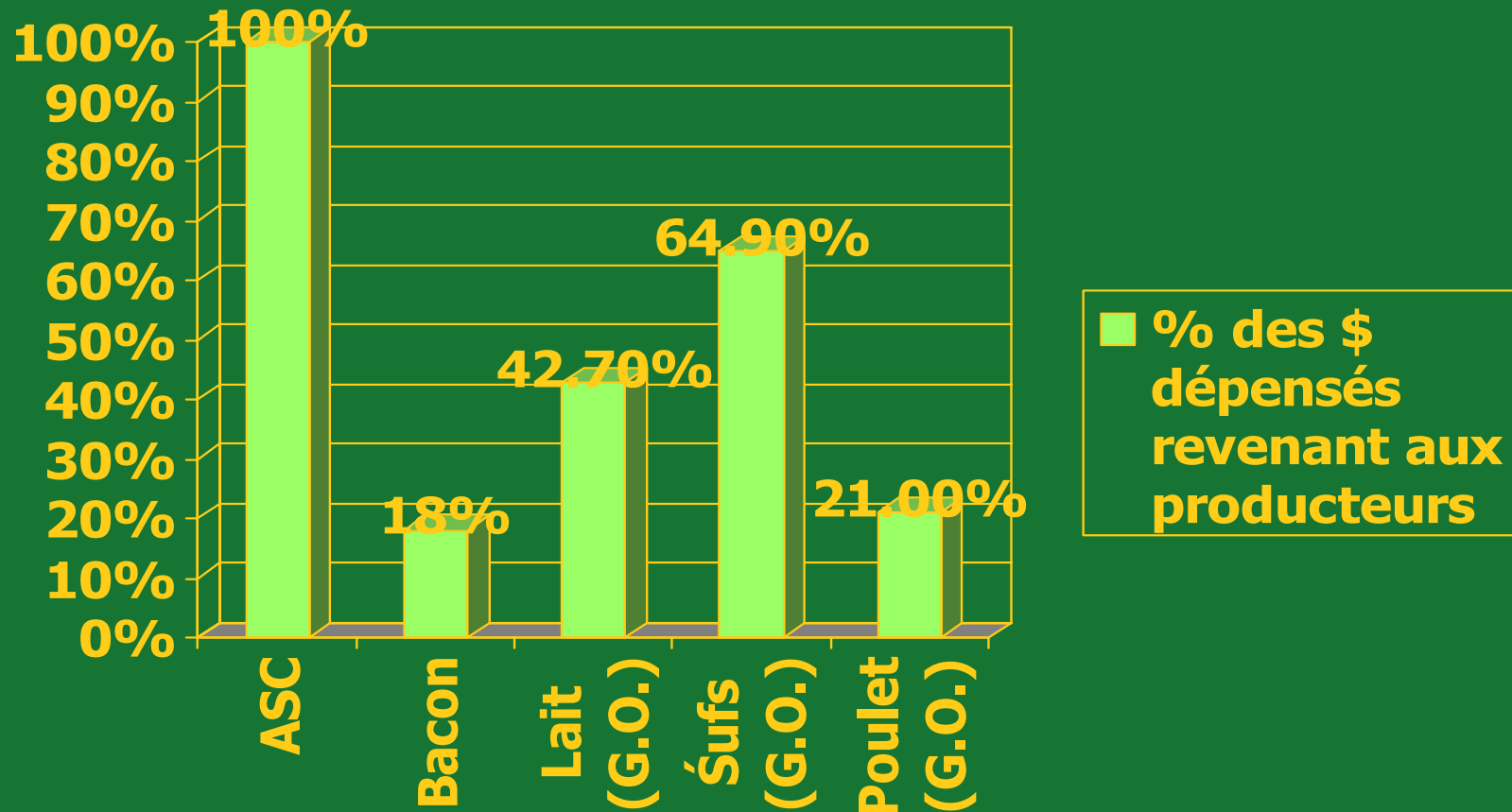
- Il permet aux producteurs de tirer une part importante du \$ dépensé par le consommateur. On arrive à ce résultat dans le contexte d'un rapport direct entre producteurs et consommateurs;
- Un circuit «national» de mise en marché peut être court si on le considère dans un marché mondialisé. Dans ce contexte, le contingentement de l'offre est un circuit court de mise en marché, parce qu'il est conçu, pensé et opéré sur une base territoriale politique.

Le «Circuit court et solidaire de mise en marché»

Un circuit de mise en marché est **solidaire** si:

- Ses mécanismes favorisent un rapport d'entraide et de mutualité entre les parties économiquement intéressées qu'il met en présence.

Exemples de résultat économique de CCSMM



3. Pratiques de mise en marché par des «circuits courts et solidaires»

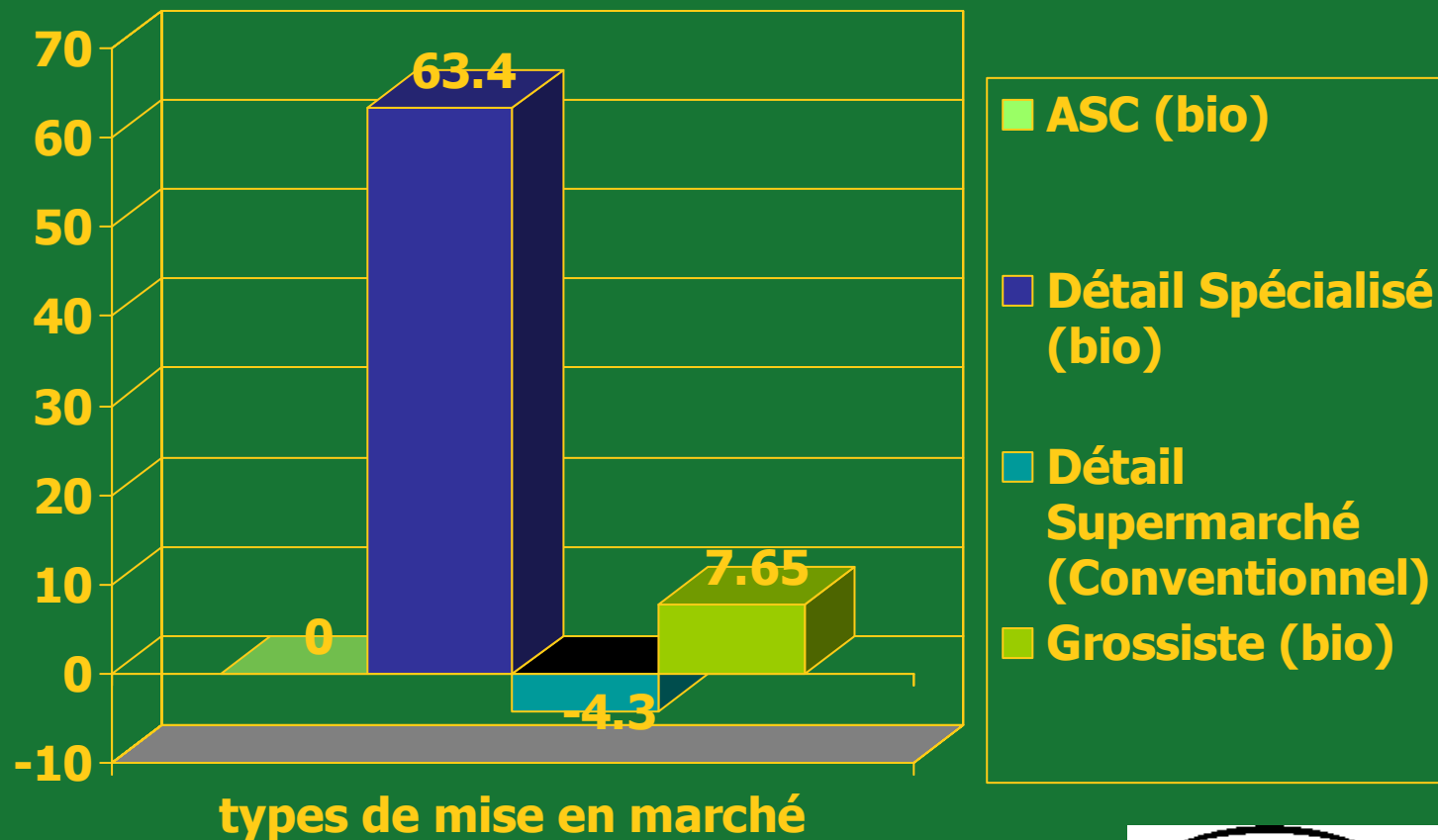
Agriculture soutenue par la communauté

- Partenariat entre des citoyenNEs et une ferme biologique locale
- Pré-vente au printemps à un groupe de citoyens
- Livraisons hebdomadaires
- Paniers de fruits et légumes (7 à 12 produits) ou de viande

Année	Nombre de fermes	Nombre de paniers
1996	7	250
2005	77	7200



Du bio-local à prix abordable



Garderie bio-locale



- Un projet de maillage et de sensibilisation entre des CPE et des fermes maraîchères bio locales
- Volet alimentaire
- Volet éducatif
- Volet recherche
- Guide
- Depuis 2003, boule de neige...



Les garderies bio (suite)

Quelques statistiques 2004

- 37 CPEs en 2005
- 2000 enfants
- 900 Guides
- 5 regroupements impliqués (Montérégie, Mauricie, Laurentide-Lanaudière, Québec, Montréal)
- Une trousse éducative
- 10 régions



Cuisines collectives bio-locales

Création de
liens entre
des fermes
et des
cuisines
collectives



Équiterre



Cuisines collectives bio-locales

Les cuisines collectives au Québec:

- 1330 cuisines
- 32 000 personnes
- Toutes les régions
- Plusieurs motivations, pas seulement économiques
- 15 groupes liés à une ferme bio-locale



Équiterre



Institutions scolaires bio-locales

- Aux É-U, 387 districts scolaires et 22 états
- En Italie, depuis 2000, écoles, hôpitaux et conseils municipaux doivent utiliser aliments bio
- 1/4 enfants mangent aliments bio à l'école
- Un projet pilote en gestation pour le Québec



La coopérative de solidarité



Une formule de mutualité. Les membres sont:

- Des travailleurs employés
- Des usagés (consommateurs ou producteurs)
- Des membres de soutien (CLD, école, etc.)

La Coopérative de solidarité

- La Mauve (Bellechasse)
- Le Gourmand'Est (Béthanie)
- Le Gout'heure (Mont Saint-Hilaire)
- La clé des champs de Saint-Camille (Saint-Camille)

La coopérative de solidarité

Quelques statistiques du Québec:

- 10 coops secteur primaire en agriculture;
- 2 coops secteur secondaire (abattage, transformation du lait);
- 1 coop secteur tertiaire en ferme éducative;
- 17 coops secteur tertiaire en alimentation (magasin)
- 12 coops secteur tertiaire en hébergement/restauration



Merci beaucoup de votre attention